

GUERRE AU SOUS-DEVELOPPEMENT

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano a fêté à Managua le dixième anniversaire de la révolution sandiniste.

EN QUETE D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Promouvoir les investissements étrangers, dans le cadre du nouveau climat politique de paix, tel est l'objectif que s'est fixé le gouvernement du Nicaragua.

RENVERSER LES OBSTACLES A L'INTEGRATION

C'est le but que s'est fixé l'association *les pipitos*, constitué il ya deux ans par les familles d'enfants handicapés.

LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE RECENSE LIBREMENT LA POPULATION PENALE

A la demande du ministère de l'intérieur le 26 août, une délégation du Comité International de la Croix Rouge a visité toutes les installations du système pénitencier national.

ADHESION DES NON-ALIGNES A L'INTERVENTION D'ORTEGA

Ce n'est pas la force mais le Droit international qui doit régir les rapports entre les nations: Les pays non-alignés appuieront devant l'ONU cette requête de D.Ortega.

DEMENTI AU NEW YORK TIMES

Le PIB nicaraguayen n'est pas inférieur à celui de Haiti.

VERS DES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA CHINE ET LE JAPON

Une délégation nicaraguayen en mission diplomatique et économique se rendra dans ces pays.

ELECTIONS

Le tandem Chamorro-Godoy roule pour les Etats-Unis: Après l'échec de la Contra, les Etats-Unis jouent leur carte politique, l'alliance de la réaction et des "libéraux".

L'ALTERNATIVE AU SANDINISME N'EST PAS LE RETOUR AU PASSE SOMOZISTE

Erick Ramirez, candidat social-chrétien aux élections présidentielles, présente les options politiques de son parti.

60 P 11481

GUERRE AU SOUS-DEVELOPPEMENT

par Eduardo Galeano, repris de *Barricada*.

Août, (ANN). Début 1983, Indalecio Rodriguez, responsable politique de la Contra, déclarait : "1983 sera l'année de la victoire, nous vaincrons les Sandinistes en six mois".

Depuis la révolution sandiniste en 1979 les ennemis ne cessaient pas de répéter de telles déclarations:

- Début 1984, Adolfo Calero Portocarrero, chef de la Contra : "1984 sera l'année de la déroute définitive du régime sandiniste".
- Début 1985, le même Calero : "1985 sera pour nous ce que 1979 fut pour les Sandinistes".
- Début 1986, Donald Lacayo, porte-parole de la Contra : "Le gouvernement d'Ortega tombera avant le mois de mars".
- Début 1988, Enrique Bermudez, commandant militaire de la contra : "1988 marquera la fin du Front sandiniste".

En 1989, la révolution sandiniste en est à sa dixième année de gouvernement ce qui prouve que ses ennemis, médiocres guerriers de louage, ne sont pas meilleurs prophètes.

La révolution a dix ans et ce sont des jours de fête. Le Nicaragua est en train de gagner la guerre. En juillet 79, peu après la fuite du dernier dictateur de la famille Somoza, quelqu'un a écrit une phrase sur un mur de la petite ville de Matagalpa. C'est une main anonyme, la main du peuple, celle qui a annoncé : "Ils mourront de nostalgie mais ils ne reviendront pas".

Le temps a effacé la phrase du mur, mais l'histoire l'a confirmée: La Contra qui voulait restaurer la dictature va en retraite et avec la Contra, ses maîtres, qui devant les caméras prennent des poses de joueurs de poker et continuent à financer cette immense armée d'inutiles. Encore aujourd'hui, les fonds envoyés à la Contra par les Etats-Unis dépassent ce que le Nicaragua reçoit comme aide de ce qu'on appelle Occident. Pendant 10 ans, les Etats-Unis ont dépensé quatre fois plus d'argent pour tuer des Nicaraguayens que pour collaborer à son développement économique.

Mais cette victoire du Nicaragua sur le tout puissant chevalier "Don Dinero" n'est qu'une partie de la réalité. Ce pays qui va nus-pieds, en haillons, est en train de gagner la guerre contre l'invasion militaire impérialiste, mais cette guerre n'est qu'une bataille d'une autre guerre, plus longue, plus douloureuse, plus profonde aussi, commen-

cée il y a peu : la guerre contre le sous-développement, contre l'héritage maudit du modèle colonial de production et de vie, la guerre contre la misère, mère de plus de misère encore, la guerre contre l'ignorance et le fatalisme, la guerre contre les structures têtues de l'impuissance qui nous obligent à subir l'histoire au lieu de la faire.

Toutes ces années de lutte contre la dictature de Somoza et ses héritiers nostalgiques tirent leur sens du combat contre les causes de toutes les dictatures qui torturent cycliquement nos pays.

Un journaliste européen me racontait un voyage qu'il a fait au Nicaragua il y a quelques années. Alors qu'il s'arrêtait à un poste d'essence, un enfant s'est approché, lui a demandé d'où il était et si, dans son pays, il y avait la guerre. Apprenant que non, il a demandé : "Mais comment c'est, un pays sans guerre?" Le conflit militaire a saigné le Nicaragua. La dictature et les années d'invasion ont fait plus de victimes, en proportion, que toutes les guerres menées par les Etats-Unis au 20ème siècle ne leur en ont causées. Le conflit militaire laisse un pays en ruines. Le Nicaragua supporte une crise économique dont personne ne peut imaginer la gravité. Tous les sondages confirment pourtant ce fait insolite : les Sandinistes bénéficient toujours de la sympathie d'une majorité de la population. Au milieu d'une crise féroce, dans le pays qui présente un des taux d'inflation le plus élevé de l'histoire du monde (20'000 % l'an dernier), cette popularité obstinée est incroyable. David est affamé, grièvement blessé, assoiffé de paix et encore de paix, mais il a prouvé que Goliath peut être vaincu.

Le Nicaragua a gagné le droit d'exister. Il y a un peu plus d'un demi-siècle, le pays était représenté sur les cartes des Etats-Unis comme leur protectorat. La guerre militaire, la guerre d'indépendance, la guerre contre la dictature et contre l'humiliation se termine. Une autre commence : la guerre sociale, qui s'en prend aux racines profondes du malheur national.

Le mot "impérialisme" n'est pas à la mode dans le monde. Il est de mauvais goût de le prononcer, comme de parler d'un mort. Mais l'impérialisme est vivant, plus vivant que jamais, il agit, il grandit, même si on ne l'appelle plus par son nom. Mais la lutte des classes aussi, agit, en fin de compte, même si les intellectuels n'en parlent plus et même si au Paraguay, elle est interdite par la constitution (article 71).

Et c'est l'impérialisme offensée, qui condamne le Nicaragua à expier sa victoire. Le système a besoin de discréditer la dignité, de l'humilier par la nécessité, afin que son exemple contagieux ne se propage pas. Le véto veut précipiter dans l'échec les réformes qui avaient commencé à transformer le Nicaragua quand, du nord, s'est déchaînée l'invasion. Bien sûr, le Nicaragua compte encore sur un vaste mouvement de solidarité internationale, mais

les bonnes paroles ne se mangent pas et la volonté de justice de la révolution sandiniste se heurte à la muraille de l'économique, du préjudice financier et du chantage politique, pendant qu'un flot incessant de mensonges continue d'empoisonner l'opinion publique mondiale.

Le plus démocratique des pays d'Amérique centrale est encore et toujours obligé de faire ses preuves en matière de démocratie, chaque jour une preuve nouvelle, devant la puissance qui, de toute l'histoire universelle, a fabriqué le plus grand nombre de dictatures. Mais chaque jour, la révolution sandiniste parvient à se sauver du danger, de l'amnésie, elle qui est née pour créer une véritable démocratie et non pour s'acquitter des rites hypocrites d'une démocratie formelle dans laquelle l'injustice sociale, la marginalisation culturelle et l'inégalité économique sont présentées comme l'inévitable prix à payer pour une liberté surveillée.

"Ce sont des temps qui mettent à l'épreuve l'âme des hommes", écrit Thomas Paine durant les jours difficiles de la guerre d'indépendance des Etats-Unis contre l'Angleterre. Peu de peuples dans l'histoire de l'humanité ont été autant mis à l'épreuve que le peuple nicaraguayen. En quelques années, il a souffert tous les désastres: l'occupation étrangère, la dictature, le tremblement de terre, la guerre, et si ce n'était pas assez, l'ouragan qui a dévasté la pays l'année dernière, causant des pertes qui équivalent à quatre années d'exportations. "Nous sommes un pauvre encore une fois dépouillé", m'a dit un commandant, face à la côte de Bluefields ravagée.

Et pourtant ce peuple continue, malmené mais debout, bien debout, cherchant à s'ouvrir un chemin vers cet âge d'or dont rêvait Don Quichotte de la Manche quand il délirait sur un monde où n'existerait plus les mots "le tien" et "le mien". Ses ennemis ne peuvent lui pardonner cette coutume de s'envoler, violant la loi de la gravité et la loi de l'obéissance.

EN QUETE D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS

par Ricardo Pino Robles

Managua, septembre (ANN). Depuis la mi-août, le gouvernement du Nicaragua déploie une offensive dans le domaine de la diplomatie économique en vue d'attirer les investissements étrangers.

Outre le fait que cette initiative permettrait de créer de nouveaux emplois et d'absorber une partie du chômage urbain et rural, le directeur des investissements du ministère de la coopération, Jesus Castillo, en définit l'objectif principal comme "l'importation de technologies et de connaissances, ce que l'on appelle en termes techniques le "know how", de techniques de gestion et de systèmes de commercialisation nous donnant accès à de

nouveaux marchés".

Cette offensive diplomatico-économique prévoit la publication des textes de la loi nicaraguayenne sur les investissements étrangers et leur réglementation, qui seront distribués, par le biais des ambassades nicaraguayennes, aux chefs d'entreprise, aux banques et aux chambres de commerce du monde entier.

Des experts en économie estiment que l'un des plus grands attraits de la loi sur les investissements étrangers en vigueur au Nicaragua depuis le mois de novembre 1987, réside dans le fait qu'elle permet le rapatriement total ou partiel du capital et des bénéfices de l'investisseur ainsi que l'accès aux devises au taux fixé par le contrat. Un autre avantage important pour les investisseurs, toujours selon les experts, est le nouveau climat politique qui règne dans le pays depuis la signature des engagements pris par le gouvernement et les 21 partis politiques existants au Nicaragua lors du récent dialogue national. Cette nouvelle perspective de paix a été confirmée par le sommet historique de Tela où les cinq chefs d'Etat centraméricains se sont entendus sur la démobilisation des forces contre-révolutionnaires stationnées au Honduras.

Selon J. Castillo, le Nicaragua recherche "des investissements orientés vers le développement agro-industriel, mais sans exclure d'autres secteurs prioritaires de l'économie tels que l'exploitation forestière, les mines et la pêche". Il existe déjà plusieurs investisseurs étrangers désireux de s'établir au Nicaragua, bien que le climat de paix sociale qui a commencé à prévaloir dans le pays ne se consolidera définitivement qu'après les élections générales du 25 février 1990. Le fonctionnaire du ministère de la coopération mentionne divers chefs d'entreprise aussi bien de pays à économie de marché que de pays à économie centralisée, parmi lesquels se distinguent des hommes d'affaires des Etats-Unis qui souhaitent investir dans l'exploitation de bois dans les zones dévastées par l'ouragan "Joan".

D'autres investisseurs d'Allemagne démocratique, de Bulgarie et de Tchécoslovaquie, se tournent vers la production et la commercialisation du tabac "Burley" et "Virginia", des bananes, des bijoux et des articles d'artisanat, entre autres produits nationaux. Enfin, certains s'intéressent aux gisements aurifères et à la pêche.

Ce sont les négociations en cours avec les chefs d'entreprise des Etats-Unis qui sont, à ce jour, les plus avancées. J. Castillo affirme que cette opération pourrait s'élever à environ cent millions de dollars et qu'elle bénéficierait également au développement de l'industrie nationale du bois. La première phase du projet consiste en l'extraction, transformation et commercialisation des arbres arrachés par l'ouragan. Un rapport de la direction des ressources naturelles et de l'environnement (DIRENA) que le directeur des forêts de cette institution, J.F.

Delgadillo, a fait connaître à l'ANN, indique que le volume de la biomasse après les ravages causés par l'ouragan s'élève à près de 65 millions de mètres cubes. Ce rapport, qui a été rédigé par un groupe d'experts nicaraguayens avec l'aide de spécialistes étrangers, ajoute qu'environ 8,7 millions de mètres cubes, c'est-à-dire 13% du volume total de cette biomasse, sont "des bois de grandes valeur commerciale".

La zone affectée, qui s'étend sur un demi-million d'hectares situés au centre-sud et sur la côte atlantique du pays, et plus particulièrement le noyau de la zone du désastre, où l'on estime que se trouvent les bois les plus précieux, est d'un accès difficile du fait de l'absence de voies de communication fluviales ou terrestres adéquates. Toutefois, les spécialistes de "United States Corporation" sont très experts dans le domaine de l'extraction du bois par voie aérienne et ils disposent de moyens hélicoptères.

Selon les termes du contrat négocié, "United States Corporation" fournira 45% de l'investissement total, le reste étant à la charge de l'Etat nicaraguayen. Parmi les bénéfices que ce contrat rapportera au pays, J. Castillo souligne les avantages du transfert technologique. En outre, sans cet investissement étranger, le bois arraché par l'ouragan demeurerait abandonné et ne profiterait à personne. L'entreprise des Etats-Unis, de plus, mettra à la disposition du Nicaragua le vaste réseau commercial qu'elle possède dans le monde entier pour l'exportation du bois.

J. Castillo ajoute par ailleurs que "United States Corporation" s'engage par ce contrat à réinvestir ici 45 % de ses bénéfices, dont 80% dans l'industrialisation de l'exploitation forestière et dans le réboisement de la forêt tropicale nicaraguayenne.

"United States Corporation" envisage de commencer ses opérations au Nicaragua au cours de la deuxième quinzaine de septembre.

Les experts considèrent que les ministres de la coopération et du plan, Henry Ruiz et Alejandro Martinez, saisiront l'occasion de leur tournée en Europe (en vue de préparer la deuxième conférence des pays donateurs qui se tiendra en Italie) pour informer des succès du plan d'ajustement économique et des conditions actuelles favorables aux investissements étrangers au Nicaragua.

RENVERSER LES OBSTACLES A L'INTEGRATION

par Maria Isabel Pasos.

Managua, 21 août (ANN). Il s'appelle Gabriel et a dix ans, il n'a jamais pu courir, faire de la bicyclette, lancer un ballon, il n'a pas appris à dire "papa" et "maman". Sa paralysie cérébrale l'en a empêché.

Mais il balbutie quand il est content, lève son bras gauche quand il veut exprimer son affection, fait une grimace quand il a mal, ne manifeste rien quand il est déprimé, se fâche quand il est en colère. Bien que son petit corps ne lui obéisse en rien, Gabriel ressent les choses comme n'importe quel enfant de son âge.

Au Nicaragua, ils sont nombreux, environ 150 000 enfants handicapés de moins de 15 ans, sur une population de 3 millions d'habitants.

Certains ont de la chance, comme cet enfant-là : L'affection et l'attention de leur famille les aident à se développer et à s'intégrer au milieu familial et à la société. D'autres sont moins favorisés: relégués dans un coin de la maison, ils sont victimes de la honte de ceux qui ignorent la manière de faire face au problème. D'autres encore sont abandonnés par leurs parents.

Dans les pays sous-développés comme le Nicaragua, le problème réside dans l'absence d'information sur les troubles du développement de l'enfant, tant de la part du personnel qui s'en occupe que de la part des parents et de la société. Il y a peu de chance que cette ignorance soit dépassée à court terme dans un pays qui traverse une situation économique si difficile. Cela a amené un groupe de parents d'enfants handicapés à fonder une association luttant pour les droits de ces enfants et pour favoriser leur intégration, leur acceptation par la société.

Cette association, *les pipitos* (équivalent affectueux du mot "enfants" au Nicaragua) a été fondée il y a tout juste deux ans sur l'initiative d'une vingtaine de parents convaincus que leur regroupement favoriserait la recherche de solutions. "Nous ne pouvons pas nous asseoir et attendre que les conditions s'améliorent dans le pays pour faire quelque chose pour nos enfants... Nous sommes conscients du fait que les capacités techniques, professionnelles et économiques des institutions qui prennent en charge les handicapés sont limitées", affirme le directeur de l'association, Roberto Leal.

L'objectif principal *des pipitos*, qui regroupe plus de 100 familles d'enfants atteints de troubles divers est de lutter pour que les handicapés parviennent à mener une vie pleine et digne. R. Leal sait, en tant que directeur de l'association et père d'un enfant handicapé, que la naissance d'un enfant qui présente des troubles de développement est toujours vécue par les familles comme un traumatisme qui, s'il n'est pas dépassé, peut entraver les

possibilités de rééducation.

Au Nicaragua, du fait du sous-développement, il est très courant de voir des pères renier leur paternité quand ils apprennent que leur enfant a un handicap. Ils abandonnent la mère qui, se retrouvant seule avec plusieurs enfants à élever, donne souvent la priorité à ceux qui sont bien portants et délaissent celui qui l'est moins, relégué dans son lit, sans même un fauteuil roulant, par manque de ressources. "Nous faisons en sorte que l'échange des expériences entre les parents favorise l'acceptation de ces enfants", explique le directeur. Cette prise de conscience que "son problème n'est pas unique ni le plus grave", agit comme une thérapie. Parallèlement, un travail d'éducation et de conseils aux parents est mené. "Si le père ou la mère n'acceptent pas l'enfant, cela va être difficile pour lui d'être rééduqué. L'amour que nous portons à nos enfants est très important car il leur permet de prendre conscience et de progresser", ajoute R. Leal.

L'association est sans but lucratif, sans préjugés politiques, religieux, culturels, sociaux et économiques. A sa direction, on rencontre un ministre, un écrivain renommé, un vice-ministre, des techniciens et de simples citoyens unis par leur volonté d'aider les handicapés. L'unique condition posée aux parents pour faire partie de l'association est d'avoir envie de faire quelque chose pour leurs propres enfants et ceux des autres.

A côté du travail réalisé avec les parents, l'association mène un travail de sensibilisation de la société. Jusqu'à une époque récente, l'handicapé était un "clandestin", selon l'expression de R. Leal. Certaines familles ont avoué que c'était la première fois depuis 20 ans qu'elles sortaient dans la rue avec leur fille ou leur fils handicapé. Selon le directeur, la société a le devoir de faire une place aux handicapés, en tant que personnes souffrant de certaines déficiences physiques ou mentales mais avec tous leurs droits. Malheureusement, à ce jour, la population "non handicapée" n'a pas non plus reçu une éducation appropriée.

C'est pour cela que l'association s'est proposée de "renverser les obstacles à l'intégration", comme elle l'annonce. Elle a lancé plusieurs campagnes de popularisation et vise à la prise de conscience de la société dans le but de la faire participer à la prise en charge des handicapés. Le travail communautaire se fait surtout à partir des familles qui s'organisent par secteurs et sont chargées, ainsi que les "promoteurs communautaires", de recenser les cas, de partager leur expérience et de transmettre des notions en matière de soins et d'attention aux enfants souffrant de troubles." Nous constatons qu'il ne s'agit pas seulement d'un savoir sur tel ou tel handicap, mais de l'amour des familles", signale R. Leal.

Dans les trois mois qui viennent, l'association espère avoir organisé les parents de manière à ce qu'ils reçoivent une formation sur trois points pour chaque handi-

cap : *Premièrement* les soins à l'enfant, *deuxièmement* son intégration à la société et *troisièmement* la prévention du handicap. Pour mener à bien ce travail, l'association a travaillé en étroite coordination avec les institutions liées à l'éducation, mais sa démarche se fonde sur ce qu'on appelle le "réseau d'amis". Ce réseau regroupe les personnes, entreprises, institutions intéressées aux problèmes des handicapés et qui apportent une aide matérielle ou professionnelle à l'association. Celle-ci vit uniquement de dons et de fonds propres, mais cela ne suffit pas à pourvoir aux nécessités du siège central. Actuellement, elle a besoin de ressources pour acheter la maison dans laquelle elle a installé son école pour infirmes cérébraux-moteurs (récemment fondée), pour financer le bureau central et les trois sièges dans les régions. Elle a également besoin de trois véhicules tout-terrain pour étendre son action hors des villes, de fonds pour éditer des bulletins éducatifs pour les parents et de matériel tels que des fauteuils roulants, des prothèses auditives et des médicaments anti-convulsifs.

Enfin le directeur a expliqué à l'ANN que l'association n'était pas en faveur de la création d'écoles spécialisées car elles entravent l'intégration. R. Leal estime qu'il vaut mieux développer des classes spécialisées dans toutes les écoles. De même, il pense qu'une législation spécifique pour les handicapés, qui doivent jouir des mêmes droits que les autres, n'est pas nécessaire, bien qu'il reconnaisse que des mesures garantissant l'égalité des chances et punissant les mauvais traitements. "Nous ne pouvons espérer que toute la communauté se sensibilise grâce à notre travail; certaines mesures sont nécessaires pour accélérer le processus", ajoute-t-il.

Le premier succès du mouvement est d'avoir tiré ces enfants de l'ombre et d'avoir contribué à détruire le mythe du handicapé. Il est important également que les parents aient pris conscience qu'unis ils peuvent faire avancer leurs projets. "En ce qui me concerne, l'échange de nos expériences m'a aidé à réaliser que mon problème n'était pas le plus insurmontable du monde. Et surtout, *Gabriel m'a appris que le monde est facile pour les uns, difficile pour les autres mais possible pour tous*", conclut le directeur de l'association.

LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE RECENSE LIBREMENT LA POPULATION PENALE

Extrait de *Barricada*

Claude Baranzini, responsable de la délégation du Comité International de la Croix Rouge (CICR) y confirme que le système pénitencier nicaraguayen compte 268 détenus, ex-gardes nationaux ou contre-révolutionnaires. Il a précisé que ce chiffre pourrait diminuer avec les dernières mesures annoncées par le Président de la République.

Il a expliqué que le CICR accomplit au Nicaragua un travail de "protection" en direction des détenus ex-gardes nationaux, contre-révolutionnaires et ex-militaires condamnés pour trahison et qu'ils visitent périodiquement les prisons. Ces visites, a-t-il dit, s'effectuent selon les critères définis par le CICR : Accès à toutes les installations pénales, entrevues sans témoin avec tous les prisonniers avec la garantie de pouvoir renouveler ces visites. "Nous avons pu faire notre travail sans la moindre entrave de la part des autorités responsables du système pénitencier".

C. Baranzini a déclaré que le recensement effectué par le CICR le 26 août à la demande du ministère de l'intérieur, rentre dans les normes des activités de protection du CICR et lui a été utile pour réactualiser ses listes établies lors du dernier recensement en février 88. "Le CICR devait réactualiser ce recensement pour pouvoir accomplir au mieux son travail de protection et pour avoir le contrôle de la population pénale qui va être libérée très prochainement".

Pour le recensement du 26 août, 15 délégués du CICR se sont répartis en fonction du nombre de prisonniers dans chaque centre. Ils ont visité les centres pénitenciers avec les résultats suivants:

- Tipitapa avec 800 prisonniers,
 - Zona Franca avec 9,
 - la prison de femmes de La Esperanza avec 5 détenues,
 - le centre de Chinandega avec 1,
 - le centre d'Estelí avec 93,
 - le centre de Granada avec 15,
 - la prison de Juigalpa avec 279 détenus,
 - la prison de Matagalpa avec 52,
 - le centre de Los Altos avec 16,
 - la prison de Chiltepe sans détenus,
 - le centre du Boquerón comptant 15 prisonniers,
 - la prison du Zapotal avec 10,
 - la Ferme située à 23,5 kilomètres avec 1.
- Soit au total : 38 ex-gardes somozistes et 1268 contrerévolutionnaires ou ex-militaires détenus pour trahison.

Le chef de la délégation du CICR a signalé que très prochainement il rencontrera les autorités du ministère de l'intérieur pour obtenir l'accès de la Croix Rouge Inter-

nationale aux centres de détention préventive de la sécurité d'état car en ce moment les circonstances sont favorables pour cela".

Depuis 1979 le CICR a mené de nombreuses actions au Nicaragua, y compris en direction de la population civile touchée par le conflit et de la population de la région du Rio Coco réfugiée au Honduras.

Le CICR leur a fourni des médicaments, des aliments, du matériel de construction, des outils agricoles, des ustensiles de cuisine, entre autres. Les actions à venir tiendront compte des accords de Tela.

ADHESION DES NON-ALIGNES A L'INTERVENTION DE D. ORTEGA

par Sergio Ferrari et Ricardo Pino Robles.

Managua, 8 sept. (ANN). Le président Ortega a déposé devant le sommet des non-alignés (NOAL) une motion en faveur du droit international, unique garant de la paix dans le tiers-monde. De l'avis des observateurs, la bannière qu'a brandie D. Ortega à l'occasion de son intervention de ce mercredi est celle de la défense des intérêts de tous les pays non-alignés, dont le mouvement compte une centaine de membres. Sa demande répond avec propos à un des tournants les plus importants du siècle en matière de politique internationale.

Le mouvement des non-alignés a réaffirmé ses positions face à la nouvelle situation internationale provoquée par la signature, en juin 88, d'un premier accord entre l'URSS et les Etats-Unis sur le désarmement nucléaire.

L'impact de cette décision s'est immédiatement fait sentir dans les principaux foyers de conflits régionaux, provoquant la recherche de solutions politiques négociées, là où se livraient des guerres apparemment sans issue. Mais le président Ortega a dénoncé les menées de l'imperialisme qui "tente de profiter de cette détente avec l'Union Soviétique pour multiplier les pressions d'ordre politique, économique et militaire, créant encore plus de tensions dans nos pays".

La proposition de D. Ortega a été acceptée par les non-alignés: Ils demanderont à l'ONU que les années 90 soient déclarées "Décennie pour la Paix et le Droit International". Le Président nicaraguayen, au cours d'une entrevue exclusive avec l'ANN, a estimé qu'il s'agissait d'un "grand succès" pour le Nicaragua et d'un atout important sur le plan stratégique pour les pays non-alignés et la Communauté internationale.

Selon certains analystes, deux événements politiques ont étayé la demande de D. Ortega: Le jugement rendu par la Cour internationale de justice de la Haye, condamnant l'agression des Etats-Unis contre le Nicaragua et les ré-

cents accords de Tela où les Présidents centraméricains ont signé la démobilisation de la Contra basée au Honduras. Ces deux facteurs, rapprochés dans le temps, ont signifié une condamnation internationale de la politique guerrière des Etats-Unis envers le Nicaragua ainsi que le rejet explicite et l'empêchement de cette politique par les gouvernements centraméricains. Le président Ortega en a appelé au respect du droit international avec la conviction d'avoir la raison de son côté et soutenu par la force morale que donne la victoire dans un conflit prolongé qui a menacé la stabilité de l'Amérique centrale. "Nous comptons sur notre force de caractère, forgée dans le travail et dans le combat", a-t-il exprimé dans son discours.

Dans son éditorial du sept septembre, le quotidien *Barricada* a qualifié D. Ortega de "digne représentant de l'Amérique centrale et mandataire de la paix dans la région". La politique de la révolution a mis en évidence le triomphe du droit sur la force dans les relations entre nations, et les rapports d'égalité entre les états en sortent fortifiés. Le Nicaragua, comme peu de pays, a éprouvé dans la pratique la justesse des thèses du non-alignement basées sur le respect mutuel, indépendamment du régime économique et social. Il a été également un facteur de stabilité et de cohésion en Amérique latine, contribuant à l'ouverture démocratique du continent. Par la voie diplomatique, le gouvernement révolutionnaire a impulsé l'intégration centraméricaine, pour le bien-être social de la région. Il a défendu avec fermeté le droit à l'autodétermination, la souveraineté et l'indépendance de l'Isthme et il a repoussé avec force l'interventionnisme des Etats-Unis. Pour tout cela, le Nicaragua est une voix digne et représentative du tiers-monde qui, au cours des vingt dernières années, a compté 4,6 millions de victimes en 32 conflits provoqués en majorité par l'imperialisme".

Le Président nicaraguayen est le porte-parole légitime et reconnu des aspirations et des droits des nations centraméricaines dans le monde".

UN DEMENTI AU NEW YORK TIMES

Managua, septembre (ANN). Au Nicaragua, le produit intérieur brut (PIB) par habitant est trois fois supérieur à celui de Haïti, a informé ici le ministre du plan et du budget de la République, Aleozdro Martinez.

Lors d'une conférence de presse avec des correspondants étrangers, A. Martinez a démenti un article publié en juillet dernier par le *New York Times* selon lequel, au Nicaragua, le PIB per capita était inférieur à celui d'Haïti, le pays considéré comme le plus pauvre d'Amérique latine.

Le ministre nicaraguayen a affirmé que le quotidien new-yorkais a fondé ses informations sur des données présen-

tées par des chercheurs étrangers financés par la Suède et a omis de se rapporter aux chiffres officiels qui indiquent un PIB per capita de 635 dollars.

Cependant, a-t-il ajouté, des organismes tels que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI) estiment qu'il s'élève à 758 dollars.

Ce chiffre est plus élevé que celui du PIB per capita du Honduras, que ces mêmes organismes évaluent à 740 dollars, de Bolivie, estimé à 710 dollars, de Guyanne, avec 728 dollars et bien supérieur à celui de Haïti qui est de 299 dollars.

Le haut fonctionnaire du gouvernement a toutefois reconnu que le pays traverse une grave crise économique provoquée par l'agression des Etats-Unis, des facteurs climatiques défavorables et les effets de la crise économique internationale. En effet, les dommages infligés par l'agression militaire, financière et commerciale des Etats-Unis sont estimés à plus de 15 milliards de dollars. En outre, le pays a dû faire face à des périodes de sécheresse, à des inondations et à l'ouragan Joan qui a ravagé de grandes étendues du territoire national en octobre dernier.

Afin d'affronter la grave crise qui se caractérise par de grands déséquilibres internes et externes, le gouvernement a mis en œuvre un programme d'ajustements dans le but d'encourager les exportations traditionnelles, en particulier dans le secteur de l'agriculture, ainsi que la production de maïs, de riz et de haricots pour la consommation intérieure, les mesures adoptées par le gouvernement sont parvenues, en l'espace de huit mois, à réduire l'hyper-inflation.

Quant au secteur extérieur, il a connu une sensible amélioration au cours du premier trimestre de cette année: Les exportations non traditionnelles ont augmenté de 44% et les traditionnelles de 0,4 %, par rapport aux chiffres de l'année dernière.

Le but du gouvernement est de maintenir le rythme mensuel d'inflation au-dessous de 10% jusqu'à la fin de l'année. En 1988, l'inflation accumulée annuelle dépassait 36.000%, mais on estime que cette année, elle ne dépassera pas 1.000%, ce qui est déjà "un grand succès".

VERS DES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA CHINE ET LE JAPON

Tripoli, septembre (ANN). Pour la première fois, une délégation nicaraguayenne présidée par le ministre de la coopération, Henry Ruiz, se rendra prochainement en Chine et au Japon en mission diplomatique et économique.

Après un bref séjour en Lybie, la délégation présidée par H. Ruiz et le vice-ministre des Affaires étrangères, Victor Hugo Tinoco, s'est rendue à Belgrade afin de prendre part, aux côtés du président Daniel Ortega, au neuvième sommet du mouvement des pays non-alignés (NOAL). Puis, les membres de la mission nicaraguayenne réaliseront une visite en Chine et au Japon.

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, se trouvait également en Lybie pour assister à la célébration du vingtième anniversaire du triomphe de la révolution, dont le leader est M. Khaddaffi.

Selon des déclarations de D. Ortega lui-même, le Nicaragua recevra un soutien lybien "en nature", ce que les experts économiques interprètent comme la reconnaissance tacite d'un apport en pétrole.

Cette année, le déficit financier du Nicaragua s'élève à 250 millions de dollars, ce qui empêche le gouvernement de réaliser toutes les importations nécessaires, estimées à environ un milliard de dollars par an. De plus, le pays requiert un soutien supplémentaire afin de renforcer l'ambitieux plan d'ajustements mis en oeuvre au début de l'année.

A ce jour, le Nicaragua entretient de bonnes relations politico-diplomatiques avec la Chine et le Japon, mais les échanges commerciaux restent minimes. Si le gouvernement nicaraguayen parvenait à avoir accès à ces deux marchés et à obtenir un soutien financier et matériel de ces pays pour renforcer le plan d'ajustements, ce serait une victoire extraordinaire pour le Nicaragua dont le marché naturel a été fermé par l'embargo commercial imposé par les Etats-Unis depuis 1985.

Elections

LE TANDEM CHAMORRO-GODOY ROULE POUR LES ETATS-UNIS

par Isabel Rodriguez

Managua, septembre, (ANN). Selon l'analyse de Francisco Lopez, directeur de l'Institut nicaraguayen de recherches économiques et sociales (INIES), l'ambassade des Etats-Unis a mis sur le tandem Violeta Barrios Chamorro et Virgilio Godoy dans le but d'éviter l'isolement de l'opposition de droite aux prochaines élections.

Le sociologue nicaraguayen s'est entretenu avec l'ANN sur le phénomène politique que représente la coalition de l'Union nationale d'opposition (UNO). Il estime que le choix de V. Barrios Chamorro et V. Godoy comme candidats à la présidence et à la vice-présidence est "la for-

mule idéale pour les Etats-Unis".

Car elle est faite de "chaux et de sable". En effet, la propriétaire du quotidien d'opposition *la Prensa* représente les secteurs "les plus droitiers et ultra-conservateurs" du Nicaragua, alors que V. Godoy, avec son discours populiste, pourrait représenter la "gamme progressiste et libérale".

"Violeta est la candidate du secteur privé, des chefs d'entreprises, de la bourgeoisie; Godoy est l'homme des classes moyennes, de la petite-bourgeoisie et des libéraux". La formule perdante Chamorro-Enrique Bolanos, président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) avait fait apparaître l'UNO comme ultra-conservatrice, ce qui aurait isolé l'opposition. Telle est l'analyse qui, selon F. Lopez, a été celle des Etats-Unis.

V. Godoy a été déclaré officiellement, ce jeudi, candidate de l'UNO à la vice-présidence, malgré les controverses que cette décision a suscitées chez quatre partis membres de la coalition, déclenchant une nouvelle division propre à l'affaiblir davantage. F. Lopez estime que si l'éclatement n'a pas eu lieu, c'est grâce aux menées des Etats-Unis en direction des partis politiques opposés à Godoy.

Le "ciment" des partis qui composent l'UNO est la "volonté de fer" de l'administration des Etats-Unis de maintenir un projet alternatif au Front sandiniste pouvant lui faire contrepoids. Peu importe que la coalition regroupe des forces complètement dissemblables, y compris celles qui s'auto-proclament socialistes et communistes.

"L'union des secteurs les plus réactionnaires, récalcitrants et droitiers de la société nicaraguayenne, expression politique de la contre-révolution, est le résultat des manoeuvres de l'ambassade des Etats-Unis face à la défaite des mercenaires", signale le directeur de l'INIES. En effet, la politique menée par l'administration Reagan contre le gouvernement du Nicaragua n'est plus de mise, tout d'abord à cause de la défaite de la Contra et ensuite parce qu'il n'existe pas actuellement d'espace pour un affrontement militaire en Amérique centrale ou ailleurs dans le monde et cela grâce aux pas franchis vers la détente au niveau international.

C'est cette conjoncture, selon F. Lopez, qui a conduit les Etats-Unis à passer à une autre étape : Celle de l'affrontement politique et idéologique dans le contexte des élections nicaraguayennes.

La situation a changé depuis 1984, lorsque l'activité militaire de la contre-révolution était encore forte et que les Etats-Unis pariaient sur l'épuisement économique de la révolution. Aujourd'hui que les Présidents centraméricains "viennent de signer le démantèlement de la contra et que nul ne veut prendre en charge ces groupes armés, les Etats-Unis misent sur le travail politique, partant de

l'idée que la révolution est affaiblie. C'est tout cela qui les a mené à lancer la formule Barrios Chamorro-Godoy. Pourtant, la veuve de Pedro Joaquin Chamorro, assassiné par la garde somoziste en 1978 alors qu'il était directeur de *la Prensa*, n'avait auparavant jamais pris part à l'activité politique.

Bien au contraire, elle s'opposait à celles de son mari, selon les souvenirs de F.Lopez. C'est la révolution sandiniste qui a fait d'elle un personnage politique en l'intégrant, après le triomphe sur la dictature somoziste, à la *Junta* du gouvernement de reconstruction nationale.

L'ALTERNATIVE AU SANDINISME N'EST PAS LE RETOUR AU PASSE SOMOZISTE

par Sergio Ferrari.

Managua, 21 août (ANN). "Nous avons décidé de participer aux prochaines élections, en février 1990, car nous savons que c'est un acte civique national. Cela signifie aussi que tout autre choix, celui des armes, de la violence ou de l'insurrection n'est plus valable au Nicaragua", a déclaré à l'ANN Erick Ramirez, dirigeant du Parti social-chrétien (PSC), premier candidat à la présidence à être inscrit.

L'ABSTENTION DE 1984 : UNE POLITIQUE IMPOSÉE

Son organisation appartenait à la coordination de l'opposition "Ramiro Sacasa" qui s'est abstenue aux élections de 1984.

Il y a quelques mois, elle s'est séparée de cette alliance et a décidé de participer aux élections de 1990. Elle est la première à avoir désigné son candidat. "En 1984, notre position a été déterminée par la politique d'alliance et il est évident que la décision de ne pas participer aux élections a été dictée par le département d'état des Etats-Unis", a déclaré E. Ramirez en précisant clairement son désaccord avec cette ligne politique.

E. Ramirez est reconnu par l'Internationale démocrate-chrétienne d'Amérique latine (ODCA) comme son seul représentant au Nicaragua. Au cours de l'interview il a affirmé : " Nous voulons jouer un rôle moteur pour la création d'un bloc centriste. Mais si cela ne se fait pas rapidement, nous irons seuls aux élections. Nous ne voulons pas perdre de temps".

A moins de six mois des élections qui décideront qui va gouverner le pays de 1990 à 1996, l'opposition est divisée en plusieurs tendances, elle n'a pas trouvé le candidat unique "anti-gouvernemental" qui, selon les observateurs, serait le seul capable de disputer un peu de pouvoir au Front sandiniste.

D'un côté, quelques partis de gauche, de l'autre 12 partis et deux groupes politiques rassemblés dans l'UNO (Union d'opposition nationale), plus quelques forces de faible prestige (conservateurs, sociaux-chrétiens, libéraux d'unité nationale), complètent le paysage politique des 22 partis anti-gouvernementaux reconnus juridiquement.

DEUX GRANDES DIFFÉRENCES DANS L'OPPOSITION

Ramirez précise : " Les différences avec l'UNO sont importantes au Nicaragua, on ne peut pas envisager l'élimination totale du Sandinisme. Penser comme certains dirigeants de l'UNO qu'il faut élaborer un projet qui remplace le projet sandiniste est une erreur historique. Si nous voulons reconstruire le Nicaragua, nous devons accepter l'existence de tous, sans éliminer le Sandinisme, autrement le pays se déchirerait à nouveau dans une guerre fratricide".

La deuxième différence qu'évoque le leader social-chrétien, est fondamentalement en contradiction avec les positions radicales de l'opposition, de "gauche" comme de droite, rassemblée dans l'UNO : "On ne peut pas proposer au peuple une solution de rechange au Sandinisme qui serait un retour au passé somoziste. Nous voulons changer pour améliorer et non pour retourner en arrière. Il faut voir le FSLN comme un formidable rival électoral. Certains partis de l'opposition parlent de le balayer par les élections.

Ce qui est certain, c'est qu'à part le FSLN et le PCN, il n'y a pas beaucoup de forces politiques nationales. Regardons la carte électorale: Il y a beaucoup de départements où seuls deux partis existent. Même avec un candidat unique de l'opposition, il sera difficile d'enlever la présidence au FSLN. Nous nous battons plus particulièrement pour les sièges de députés et de conseillers municipaux".

UN PROGRAMME PROCHE DE CELUI DES SANDINISTES

"Notre programme électoral est prêt, il est basé sur l'équilibre et l'indépendance des pouvoirs de l'état, nous prévoyons une nouvelle constitution et nous transformerons l'armée en une armée nationale apolitique. S'il y a un accord, la contra n'a plus d'avenir et il ne faut pas garder l'armée telle qu'elle est ", déclare Ramirez avant d'analyser quelques aspects politiques de la plateforme électorale du parti social-chrétien.

"Sur le plan économique, nous confirmons qu'il n'y aura pas de retour en arrière sur la réforme agraire, on ne reprendra pas les terres. Nous réduirons l'appareil d'état qui est disproportionné, nous favoriserons la co-gestion ou autogestion pour les entreprises d'état qui sont déficitaires; elles appartiendront aux travailleurs et joueront le

jeu de la compétitivité sans avoir recours à la privatisation. En politique extérieure, le Nicaragua doit agir librement sans s'identifier au bloc des Etats-Unis ou au bloc de l'est; il doit avoir des relations avec tous les pays du monde.

Quel que soit le gagnant aux élections de 1990, il n'y aura pas de gagnant absolu. Si les Sandinistes sont vainqueurs, ils ne pourront pas gouverner sans la participation des partis les plus importants. Si la UNO gagne, elle doit comprendre qu'on ne peut pas enterrer le Sandinisme. Si nous gagnons, nous ferons appel à la concertation sans exclusive", conclue Ramirez.

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA. Telex (45) 817'585'158 com ch.

